

DOSSIER DE PRESSE

Jeudi 27 janvier 2022

SEANCE PLENIERE

CONTACT PRESSE

Nathalie Schaubert – nathalie.schaubert@grandest.fr - 03 87 54 32 66 – 07 89 62 90 44

SOMMAIRE

BUDGET

Budget 2022 : Un budget durable et une année charnière pour transformer le Grand Est p.2

ENVIRONNEMENT

Life Biodiv'Est : En quête de biodiversité p.6

MOBILITES

RER strasbourgeois :

La capitale européenne au cœur d'un des meilleurs réseaux de transport en Europe p.8

FINANCES

Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 : Un regard haut et ambitieux p.10

AUTRES POINTS

Produire et maîtriser l'énergie dans le Grand Est : Trois centrales photovoltaïques
au lycée agricole Edgard Pisani à Chaumont (52) p.12

Là où souffle l'économie circulaire... se lèvent les opportunités vertueuses p.12

BUDGET

Budget 2022 : Un budget durable et une année charnière pour transformer le Grand Est

La démarche d'évaluation « Climat », fil rouge de cette année 2022, guidera toutes nos actions pour faire du Grand Est une collectivité exemplaire face aux défis climatiques et environnementaux. Nous voilà en marche pour devenir un territoire à la pointe des grandes transitions industrielle, écologique, énergétique et numérique. Nous croyons à la force d'une démarche collective pour une mutation profonde et durable. Notre attention et notre écoute des besoins accompagnent le dessein de chaque territoire.

La Région Grand Est adoptera son **Budget primitif 2022 de près de 3,5 milliards d'euros** (3,4 milliards en 2021) lors de la séance plénière du 27 janvier. Ce budget est marqué par un montant d'investissement de plus de 1,4 milliard d'euros, mobilisant fonds régionaux et européens.

* * *

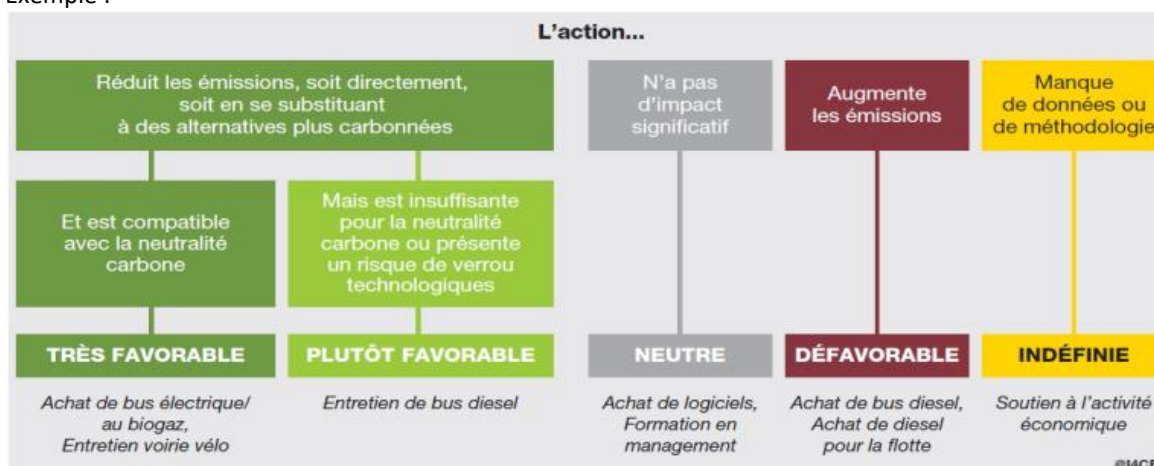
UN BUDGET DURABLE POUR GUIDER TOUTES LES ACTIONS RÉGIONALES

Les objectifs de la démarche d'évaluation « Climat » :

- Améliorer la transparence de ses dépenses quant à leurs effets sur les émissions carbone ;
- Tendre à la réduction de ces dernières si c'est nécessaire pour l'environnement et la neutralité carbone ;
- Produire des indicateurs pour améliorer l'impact climatique de certaines politiques.

La méthode d'évaluation retenue est élaborée par l'Institut I4CE (Institut for Climate Economics). Elle propose un classement suivant une palette de 5 couleurs. L'effet de la dépense en émissions de gaz à effet de serre (positif ou négatif) prévaut sur son intention.

Exemple :



Une fois cette méthodologie consolidée, la démarche inclura d'autres critères tels que la biodiversité ou la gestion de la ressource en eau.

Face aux grandes mutations de notre ère, 2022 est une année charnière pour le Grand Est. La démarche d'évaluation « Climat » permettra à la Région de renforcer son soutien aux territoires et aux habitants et favorisera leur appropriation de la transition environnementale : mobilité, santé, jeunesse, formation, tourisme, agriculture, attractivité, etc., tous les secteurs sont concernés. Sans oublier l'accompagnement aux acteurs économiques dans leurs transformations numériques et industrielles, indispensables pour leur avenir.

	BP 2022	Périmètre de l'évaluation climat*	Dépenses très favorables	Dépenses favorables	Dépenses neutres	Dépenses défavorables	Dépenses à définir
CP	3 534 M€	2 861 M€	520 M€ 18,2%	275 M€ 9,6%	962 M€ 33,6%	8 M€ 0,3%	1 096 M€ 38,3%

LA RELANCE ÉCONOMIQUE PAR LA CROISSANCE VERTE : 400 millions d'euros

Tout l'enjeu du [Business Act #2 Grand Est](#) réside dans l'accompagnement et l'anticipation des mutations économiques, écologiques, numériques et sociétales porteuses d'un potentiel fort de transformation et d'accélération des innovations. Un budget de **400 millions d'euros** est prévu grâce à la **mobilisation record des fonds européens (90 millions d'euros d'investissement)**.

Sur le plan agricole et forestier, la Région œuvre afin de devenir le leader européen d'une bioéconomie d'avenir en 2022 :

- Lancement d'un plan forêt ; échéance : printemps.
- Soutien régional de 10 millions d'euros pour la filière des biocarburants durables.
- Création d'une Société régionale d'investissement dans les énergies renouvelables.

Les dynamiques renouvelées de coopération et de solidarité transfrontalières, européennes et internationales sont renforcées :

- Inscription exceptionnelle de 620 millions d'euros sur le budget des fonds européens pour mener de front la finalisation de la relance avec REACT-EU et le démarrage de la programmation 2021-2027.
- 2022 : deuxième année de la présidence française de la Grande Région.

Les porteurs de projets du secteur du tourisme et de la culture sont accompagnés dans la relance :

- Constitution d'une foncière pour apporter un soutien renforcé aux projets touristiques et culturels avec une capacité d'investissement de 50 millions d'euros.

DÉVELOPPER DURABLEMENT LES TERRITOIRES DU GRAND EST : 320 millions d'euros

La **proximité et le principe de territorialisation favorisent le bien-être des populations au quotidien**. Aussi, la Région engagera **320 millions d'euros** (dont près de 64 millions de fonds européens) pour mener de grands chantiers dans les domaines de la santé, du numérique et de l'environnement :

- [Feuille de route santé 2021-2027](#) : un nouveau dispositif qui expérimente notamment l'« Hôpital 4.0 ». Un système qui accompagne des professionnels d'hôpitaux pilotes du Grand Est vers un recentrage sur leur cœur de métier grâce aux apports d'expertises digitales, organisationnelles et robotiques. Le budget 2022 dédié à la santé s'élève à 11 millions d'euros.
- [LIFE Biodiv'Est](#) : lancement d'une ambitieuse plateforme pour la restauration de la biodiversité du Grand Est qui profitera d'une aide financière des fonds européens de 15,6 millions d'euros sur 10 ans.
- « **Relance rurale** » : plus de 15 millions d'euros au bénéfice de 1 250 projets portés par des communes de moins de 500 habitants.
- **Budget « Culture »** : 69 millions d'euros stabilisés en fonctionnement et une hausse remarquable de 20 % en investissement.

LA MOBILITÉ, INDISPENSABLE VECTEUR DE COHÉSION TERRITORIALE ET SOCIALE : 1 milliard d'euros

Des transports plus durables grâce à une enveloppe consacrée à une mobilité ferroviaire innovante et pour tous :

- Un réseau routier régional unifié.
- Un soutien accru aux plateformes portuaires.
- 5,6 millions d'euros supplémentaires pour financer le développement des offres - plus de 5 % par rapport à 2021 - avec notamment la réouverture de la ligne Épinal – Saint-Dié-des-Vosges et des évolutions prévues sur la ligne Charleville – Givet.
- Mise en place de la Société publique locale « Grand Est Mobilités » pour piloter l'ouverture à la concurrence des TER et les investissements en matériel roulant.
- Un plan vélo régional.

FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET CONFORTER LA COHÉSION SOCIALE : 1,1 milliard d'euros

L'ambition est de donner à chacun — surtout aux jeunes — l'opportunité de réussir son insertion professionnelle. Le Grand Est investit dans les innovations qui touchent à la formation et lève les freins de mobilité et de logement. Des actions concrètes qui nourrissent le vivre-ensemble :

- Favoriser l'emploi vers les métiers les plus en tension avec le [Plan Emploi Compétences](#) (18 millions d'euros).
- Un effort particulier pour la formation et le recrutement dans le secteur sanitaire et médico-social : 510 places supplémentaires de personnel infirmier et 668 places supplémentaires de personnel soignant dans les instituts de formation en 2022.
- Lancement d'un [Pass Mobilité Jeunes](#)
- Organisation des **Assises du logement des jeunes** et des **Assises de la santé des jeunes**.

PLUS D'EFFICACITÉ ET DE MODERNITÉ POUR L'ADMINISTRATION : 450 millions d'euros

Grâce à deux mesures calibrées pour améliorer le fonctionnement à l'échelle du territoire : le **Plan Mobilité Employeur** et le déploiement d'un **écosystème « digital workplace¹ »** en 2022.

UNE TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE BIEN MAÎTRISÉE

Après deux ans d'une crise sanitaire qui touche tous les pans de notre vie, la Région Grand Est peut se prévaloir de fondamentaux budgétaires renforcés en 2022 :

- Résultat et taux d'épargne brut prévisionnels en amélioration fin 2021.
- Durée de désendettement en baisse notable (5 années fin 2021 contre 5,9 années fin 2020).

DES RATIOS PRUDENTIELS CONSOLIDÉS

Les efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement se traduiront en 2022 par une évolution contenue des finances. Une attention particulière sera portée au plan « Jeunes », au Pacte régional d'investissement dans les compétences, au reversement de CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et aux fonds européens. Hormis ces mesures, les dépenses de fonctionnement seraient **en baisse de 2,6 %**.

¹ Il s'agit d'un écosystème qui permet de partager des informations et de collaborer de manière innovante et efficace via un environnement connecté, grâce à la technologie numérique.

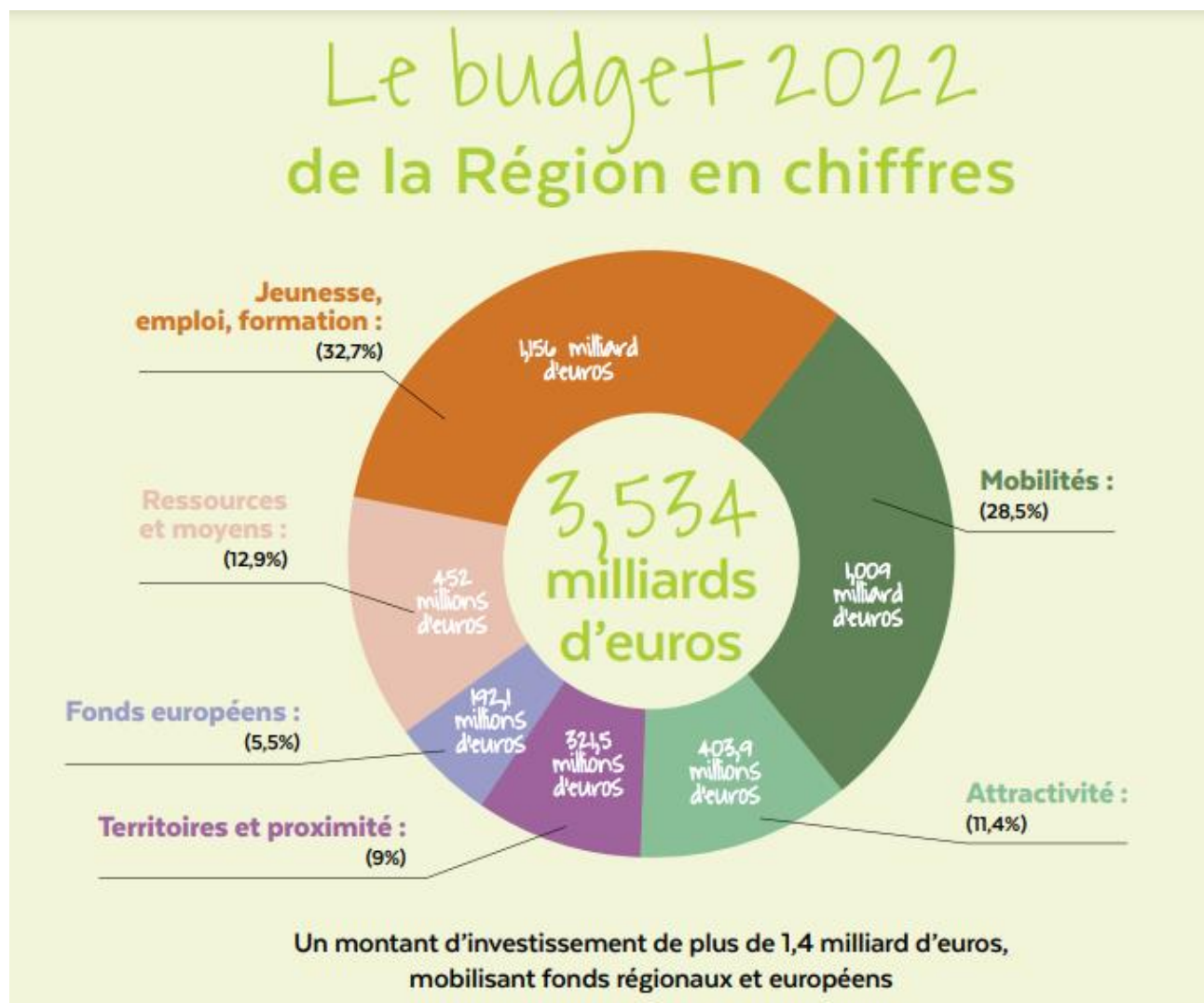
Les efforts génèrent à la fois :

- un **niveau d'autofinancement en progression** : de l'ordre de **16 %** (14,6 % au budget prévisionnel 2021)
- une **capacité de désendettement optimisée** : de l'ordre de **7,5 ans** (inférieure au plafond de 9 années fixé par l'État : 8,2 ans au budget prévisionnel 2021).

Ils permettront de préserver les marges de manœuvre indispensables pour financer l'ambitieuse politique d'investissement de la Région.

LA DETTE ET SA CHARGE FINANCIÈRE MAÎTRISÉES

Au 1^{er} janvier 2021, la part de l'encours indexée à taux fixe était de 69,6 % (contre 68,9 % au 1^{er} janvier 2020) et la part indexée à taux variable de 30,4 %, soit une hausse de la part à taux fixe de 0,7 point. Le taux moyen de l'encours de dette après opérations de couverture était de 1,80 % au 1^{er} janvier 2021, contre 1,96 % au 1^{er} janvier 2020.



ENVIRONNEMENT

LIFE Biodiv'Est En quête de biodiversité

La [stratégie régionale Biodiversité](#) adoptée en 2020 inspire toutes les politiques de la collectivité et lui donne les armes pour relever durablement le défi de la transition écologique dans l'ensemble des actions régionales. Pour construire un monde plus vertueux, la démarche s'intègre indiscutablement dans une réflexion collective où chaque territoire lie son destin à celui de son voisin. Une cohésion, essentielle et impérative que la Région revendique au travers de l'animation du programme européen LIFE pour le Grand Est. Un projet qui rassemble toutes les forces vives nécessaires pour développer des actions innovantes en faveur de la biodiversité : 5 cofinanceurs, 14 partenaires, plus de 26 millions d'euros engagés sur 10 ans et la création de 25 postes. Seule initiative française en lice, seul programme porté par une région à l'échelle européenne, [LIFE Biodiv'Est](#) a reçu l'agrément de la Commission européenne le mois dernier et sera officiellement lancé courant février.

POURQUOI INTÉGRER LE PROGRAMME LIFE ?

Le programme [LIFE](#) est un dispositif financier de la Commission européenne qui s'adresse à des porteurs de projets publics et privés. Il a pour but de subventionner des programmes innovants :

- La conservation d'espèces et d'habitats
- La protection des sols
- L'amélioration de la qualité de l'air ou de l'eau
- La gestion des déchets
- L'atténuation ou l'adaptation au changement climatique
- Etc.

Les projets proposés doivent toucher de manière directe ou indirecte l'ensemble du réseau écologique, des milieux et espèces remarquables, aussi bien les réservoirs (dont les espaces Natura 2000) que les corridors écologiques. L'accent est mis sur le développement d'une ingénierie, plus précisément sur les compétences techniques et écologiques à même d'analyser les enjeux à la croisée de l'écologie, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et de la sylviculture. L'aide peut porter sur l'élaboration de plans de gestion, de plans de préservation d'espèces et de milieux vulnérables. Elle peut également concerner la mise en œuvre de programmes d'action opérationnels, ou encore l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques sectorielles.

Avec le programme LIFE Biodiv'Est, l'objectif est de **donner les moyens humains et financiers pour accélérer la mobilisation de tous : décideurs, acteurs économiques, grand public**. Le programme intègre ainsi des actions d'expertise, de connaissance mais également de formation et de mobilisation. Des acteurs très variés sont concernés : maires, agriculteurs, forestiers, industriels, citoyens, etc., sur des opérations à engager dès maintenant pour préserver et reconquérir la biodiversité du Grand Est.

Déjà très impliquée dans la préservation de la biodiversité, la Région donne à son engagement environnemental une dimension européenne. LIFE Biodiv'Est, c'est une vision partagée par l'ensemble des acteurs du territoire et un cadre commun d'intervention jusqu'en 2031. Un atout supplémentaire pour booster la force du collectif et contribuer à la résilience du territoire face aux aléas climatiques, sanitaires, économiques, etc.

UNE AMBITION FORTE PORTÉE PAR DE NOMBREUX PARTENAIRES

Partenaires :

- **Les 6 Parcs naturels régionaux**, Ardennes, Ballons des Vosges, Forêt d'Orient, Lorraine, Montagne de Reims, Vosges du Nord. Ils seront impliqués dans les actions d'adaptation des forêts et prairies au changement climatique et des actions de développement de zones de quiétude.
- **L'Office des données naturalistes (ODONAT) du Grand Est**, la tête du réseau régional des associations naturalistes pour la faune. Elle sera impliquée dans les actions d'amélioration de la connaissance sur les espèces et les milieux du Grand Est et dans les actions de développement de l'Observatoire de la biodiversité.
- **Les Conservatoires d'espaces naturels** de Lorraine, de Champagne-Ardenne et d'Alsace. Ils interviendront dans les actions d'amélioration de la connaissance, d'ingénierie, d'animation foncière, d'animation de la vie citoyenne et de bénévolat.
- **Les Conservatoires botaniques alsacien, lorrain et du bassin parisien**. Ils s'impliqueront dans des actions d'amélioration de la connaissance et d'ingénierie des espèces végétales.
- **La Chambre régionale d'agriculture du Grand Est**. Elle porte les actions de développement des projets de biodiversité en espace agricole (sols, haies, arbres, couverts, auxiliaires, pollinisateurs...).
- **Les têtes de réseau des associations d'éducation à la nature, à l'environnement et au développement durable** (ARIENA, LorEEN et le Graine Champagne-Ardenne). Elles seront investies dans la mobilisation des acteurs et dans les mises en œuvre de médiation territoriale et de formation.

Cofinanceurs :

- **La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)** du Grand Est.
- **Les Agences de l'eau** du Grand Est (Rhin-Meuse, Seine-Normandie, Rhône-Méditerranée-Corse).
- **L'Office français de la biodiversité**.

Quelques exemples de réalisations concrètes proposées dans le cadre de LIFE Biodiv'Est

- Création d'une cellule d'assistance technique « eaux-biodiversité » composée de 8 agents répartis sur les Maisons de Région pour accompagner les porteurs de projets (entreprises, élus, forestiers, agriculteurs...)
- Lancement de 10 nouveaux plans d'action pour des espèces ou milieux menacés du Grand Est
- Création de 10 nouvelles Réserves naturelles régionales
- Formation à la biodiversité et aux ressources en eau, dispensée à minimum 500 élus et 500 professionnels
- Sensibilisation de 8 000 élèves et 300 enseignants autour de projets pédagogiques
- Mobilisation de 200 sites industriels engagés dans la protection de la biodiversité
- Réalisation de 50 atlas de biodiversité communale ou intercommunale
- Amélioration de la définition des Trames verte et bleue
- Construction de 10 passages à faune sur les infrastructures majeures (autoroutes, voies ferrées...)
- Mise en place de 50 zones de quiétude pour la biodiversité, soit un minimum de 60 000 ha
- Ciblage de 3 forêts pilotes, 4 000 placettes de suivi du changement climatique en forêt réparties sur les 6 Parcs naturels régionaux et le Parc naturel national de forêts, 200 hectares d'îlots de sénescence contractualisés
- Plantation de 1 000 km de haies
- Programme d'amélioration de la biodiversité dans les espaces agricoles : pollinisateurs, messicoles, espèces protégées, biodiversité du sol, agroforesterie, etc. Le tout via un réseau de 40 exploitations agricoles vitrines
- Programme d'amélioration des connaissances sur l'impact du changement climatique sur les prairies du Grand Est, montage d'une filière de semences de prairie adaptées au climat futur

MOBILITES

RER strasbourgeois :

La capitale européenne au cœur d'un des meilleurs réseaux de transport en Europe

Le futur Réseau express métropolitain strasbourgeois étoffe sa carrure avec la mise en service de la 4^e voie d'accès à la gare de Strasbourg. De belles avancées à la clef : des trains supplémentaires, davantage de cadencement et une plus large amplitude horaire en soirée.

La séance plénière du 27 janvier 2022 marquera l'approbation du protocole de financement du Réseau express métropolitain européen (REME) entre la Région et l'Eurométropole de Strasbourg (EMS). Ce protocole permet de témoigner de la coopération exemplaire — sans équivalent à l'échelle nationale — de ces deux collectivités au service des habitants de l'ensemble du bassin de mobilités strasbourgeois.

Avec un financement à hauteur de 50 % de la contribution totale², l'Eurométropole de Strasbourg participera à l'ensemble du renforcement de l'offre ferroviaire prévu en 2023 sur son périmètre et même bien au-delà. La Région y contribuera également à 50 %. Concomitamment, la Région s'engage à une participation forfaitaire de 40 % pour la réalisation des investissements nécessaires à la réalisation du volet routier du REME³.

Grâce à la mise en service de la 4^e voie d'accès à la gare de Strasbourg depuis Vendenheim, les voyageurs pourront bénéficier, à compter du service annuel 2023 (11 décembre 2022), d'une offre de meilleure qualité (cf. schéma) :

- Une fréquence élevée et continue tout au long de la journée, avec une cadence à la demi-heure entre 5h et 22h sur la desserte périurbaine (Haguenau, Molsheim, Sélestat, Mommenheim).
- Une augmentation de l'offre de 55 % sur la ligne Strasbourg-Haguenau, de 60 % sur Strasbourg-Saverne, de 35 % sur Strasbourg-Molsheim ou encore de 65 % sur la ligne Strasbourg-Sélestat.
- Une amplitude de service étendue le soir.
- Les premières diamétralisations⁴ des lignes entre Saverne et Sélestat.
- Une hausse des fréquences le week-end et particulièrement le samedi.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Service annuel 2023 (11 décembre 2022)

Lancement du saut d'offre ferroviaire, soit un développement de +8,3 % de l'offre totale du TER Fluo Grand Est. Signature d'une convention d'accord REME entre la Région et l'EMS.

2023

Création d'un syndicat mixte avec les intercommunalités bénéficiaires du projet REME. Il coordonnera l'offre avec l'ensemble des autres réseaux de transport existants de l'aire urbaine et aura vocation à améliorer la tarification et l'information multimodale.

Service annuel 2025

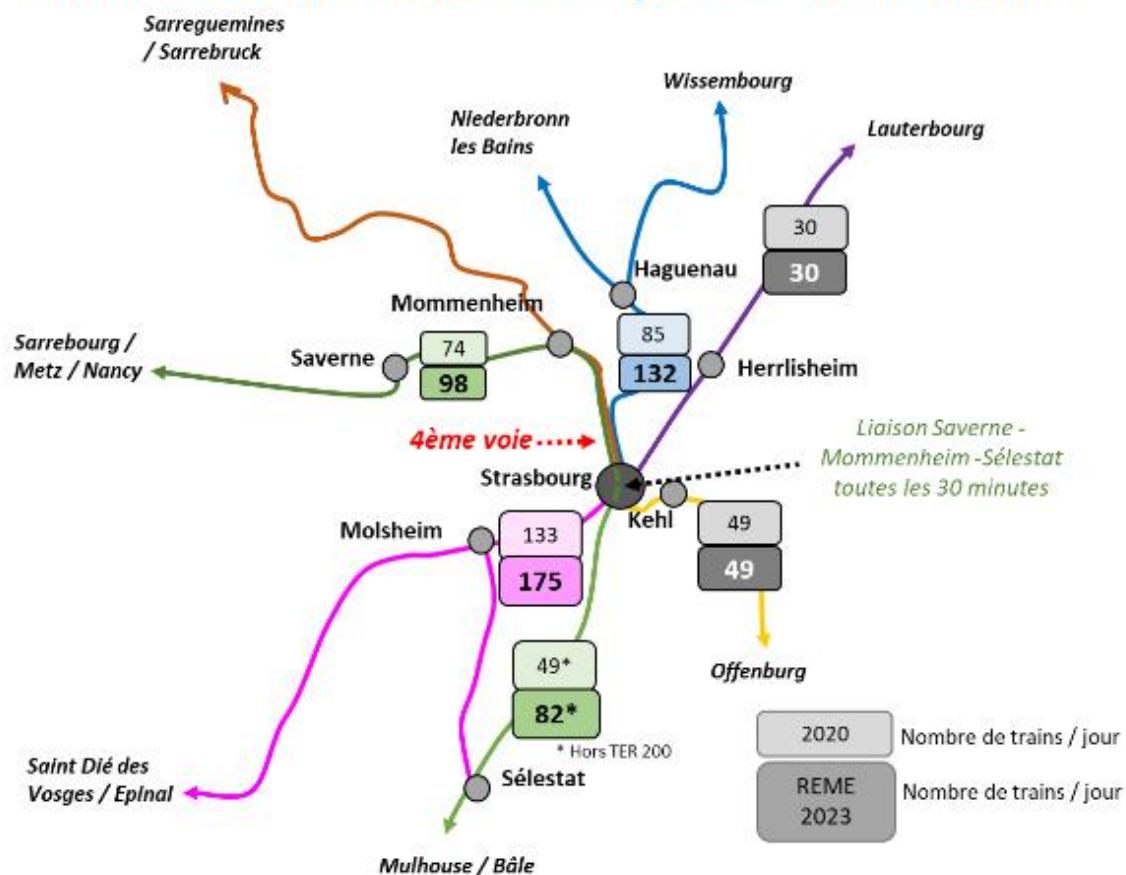
Coup d'envoi de l'appel d'offres transfrontalier France-Allemagne.

² Pour le volet ferroviaire, ce sont ainsi 14,5 millions d'euros qui seront financés en 2023 et 12,5 millions d'euros en 2025.

³ La dernière section du [Transport en site propre de l'Ouest strasbourgeois](#) entre Wolfisheim et Strasbourg, le pôle multimodal des Forges, le réaménagement de l'accueil des bus dans Strasbourg dans le secteur des Halles et de la Gare, l'aménagement de couloirs pour les bus sur l'arc ouest et le réaménagement des pôles d'échanges multimodaux.

⁴ Créer une seule ligne avec deux lignes existantes mises bout à bout.

Le REME – Offre ferroviaire Cible post 4^{ème} voie- semaine



(Le saut d'offre estimé par semaine pour le service annuel 2023)

FINANCES

Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 : Un regard haut et ambitieux

Le Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 sera adopté en Séance Plénière ! Transition écologique, compétitivité et attractivité du territoire, cohésion sociale et territoriale, coopération transfrontalière : feu vert pour déployer des actions sur mesure, adaptées aux particularités du territoire et à ses contraintes locales !

Voilà un contrat qui est parfaitement en phase avec la relance et la croissance économique durable du territoire, complémentaire au Pacte territorial de relance et de transition écologique (PTRTE). L'État et la Région contribueront à parts égales à son financement global qui s'élève à **4,8 milliards d'euros sur la période 2021-2027**. Une enveloppe d'envergure qui répondra, à court et moyen termes, aux difficultés liées à la crise sanitaire, économique et sociale et qui donnera à la Région les moyens d'agir pour relever les grands défis de son territoire. On compte parmi ces fonds 1,3 milliard d'euros prélevés dans l'enveloppe des crédits dédiés à la relance 2021-2022⁵.

QUATRE PILIERS, 4,8 MILLIARDS MOBILISÉS !

Un contrat cadré par quatre grands piliers : la transition écologique, la compétitivité et l'attractivité du territoire, la cohésion sociale et territoriale et la coopération transfrontalière et géré par un pilier transversal indispensable : la gouvernance.

Afin de réduire les incidences néfastes pour l'environnement, des critères d'écoconditionnalité seront appliqués pour l'ensemble des projets soutenus.

1. Une attention toute particulière portée à la transition écologique, autour de quatre objectifs :

- Développer la connaissance pour anticiper les conséquences du changement climatique.
- Optimiser la gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction croissante.
- Adapter la région aux enjeux de la transition et de la sobriété énergétiques et au défi de la production d'énergies renouvelables.
- Amplifier les actions de reconquête du patrimoine naturel, de l'air et de la biodiversité, y compris la prévention des risques.

Exemple de projet : l'investissement dans un équipement permettant de valoriser les déchets du BTP dans la production de granulats pour le béton et les enrobés pour les sablières de la Meurthe (54).

➔ **1,044 milliard d'euros !**

2. La compétitivité et l'attractivité du territoire, quatre axes opérationnels :

- Maintenir et développer des pôles d'enseignement supérieur, de recherche et aussi des outils de valorisation dans un environnement de compétition internationale.
- Soutenir et développer les filières industrielles remarquables.
- Exploiter les technologies numériques au profit des territoires.
- Identifier, renforcer et promouvoir les atouts du Grand Est.

Exemple de projet : 238 entreprises accompagnées dans leur transition digitale, stratégique, et industrielle, via les programmes ferme et industrie du futur et 1105 commerces de proximité accompagnés dans un parcours transformation digitale.

➔ **Plus de 1,6 milliard d'euros !**

⁵ Il s'agit des crédits issus du Plan de relance national pour la période 2021-2022 et des crédits issus de l'Accord régional de relance.

3. Quatre volets en faveur de la cohésion sociale et territoriale :

- Mobiliser les outils à effet de levier sur la cohésion sociale et territoriale.
- Faciliter l'accès aux soins et renforcer la résilience sanitaire.
- Déployer des politiques publiques adaptées finement aux territoires.
- Améliorer la connectivité des territoires par une politique de développement multimodal des infrastructures de transport et des équipements.

Exemple de projet : l'aménagement de locaux pour la relocalisation des Instituts de Formation en Soins Infirmiers et Aides-Soignants du Centre hospitalier d'Épinal (88).

➔ **2,160 milliards d'euros destinés à améliorer le cadre de vie des habitants du Grand Est !**

4. La coopération transfrontalière, une spécificité locale essentielle :

- Effacer progressivement les frontières en ce qui concerne le transport, l'aménagement et l'accès aux services publics en apportant des réponses aux problèmes du quotidien des citoyens.
- Soutenir les structures institutionnelles politiques et de conseil pour la coopération transfrontalière de la Région tout en recherchant des mutualisations pour une meilleure lisibilité.

La Région et l'État animeront un comité de pilotage ainsi qu'un comité opérationnel sur toute la période du contrat. Ces derniers auront vocation à :

- Respecter la transversalité entre chaque pilier.
- Définir des appels à projets qui tiennent compte des évolutions intervenues dans les champs du contrat.
- Veiller à la cohérence avec les documents stratégiques régionaux et à assurer le lien avec les Fonds européens.

Ce CPER s'inscrit dans un esprit d'innovation publique. Son objectif est de faire des administrations, des entités exemplaires et écoresponsables, capables de faire rayonner le Grand Est.

AUTRES POINTS

Produire et maîtriser l'énergie dans le Grand Est

Trois centrales photovoltaïques au lycée agricole Edgard Pisani à Chaumont (52)

Forte de son dispositif Solar'Est, la Région engage un vaste programme de solarisation de 1100 toitures de bâtiments et de 85 espaces de stationnement sur son parc immobilier (soit une surface potentielle de 1,5 million de mètres carrés de panneaux photovoltaïques). Ce programme implique en amont des opérations de rénovation thermique afin que toutes les toitures concernées performant dès à présent comme attendu pour 2050.

Afin d'expérimenter l'un des montages juridiques et financiers de cette opération de solarisation, la Région a lancé un Appel à manifestation d'intérêt au lycée agricole Edgard Pisani à Chaumont. La société Réservoir Sun y a répondu et une convention d'occupation temporaire sera approuvée par les élus en séance plénière. L'objectif : la mise à disposition des toitures et espaces de stationnement du lycée pour que Réservoir Sun puisse payer, installer puis exploiter trois centrales photovoltaïques d'une puissance totale de 1071 kWc. Les panneaux solaires seront produits dans le Grand Est.

Cette opération aura des impacts à la fois environnementaux et financiers :

- la production de 1220 MWh/an d'énergie renouvelable locale équivalent à la consommation moyenne de 252 foyers, ou trois fois plus que la consommation annuelle de l'ensemble du lycée,
- 70 tonnes de CO2/an en moins émises dans l'atmosphère,
- des recettes fiscales au niveau local pour les EPCI, commune et département d'implantation, en l'occurrence Chaumont et la Haute-Marne, estimées à 176 000 € sur 30 ans.

La Région mise sur l'énergie renouvelable pour créer de la valeur, des économies et enclencher le cycle vertueux de la transition écologique.

Là où souffle l'économie circulaire...

... se lèvent les opportunités vertueuses

Le Grand Est maintient la barre vers son objectif à horizon 2050 : être « LA » Région bas carbone et à énergie positive. Elle projette pour cela le déploiement de solutions écologiques innovantes favorables à une relance durable. C'est tout l'enjeu de l'économie circulaire qui vise à transformer la raréfaction des ressources en opportunités créatrices de valeurs. Pour répondre aux défis actuels, **l'entreprise de demain devra non seulement être sobre et décarbonée, mais également faire partie intégrante d'un écosystème écologique et social.**

Dans le cadre du programme [Climaxion](#), la Région reconduit en 2022 l'ensemble des dispositifs relevant de la transition énergétique et de l'économie circulaire : rénovation énergétique des bâtiments, soutien à la filière hydroélectrique, au photovoltaïque, gestion des déchets dans le BTP, etc.

Deux nouvelles mesures sont également créées en faveur des **matériaux biosourcés**⁶ :

- « Soutien à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'utilisation du bois et des matériaux biosourcés dans le bâtiment », pour accompagner techniquement les porteurs de projet dans leur démarche d'intégration du bois et des matériaux biosourcés en construction neuve comme en rénovation.
- Appel à projets « Soutien à la reconnaissance des matériaux biosourcés et bas carbone pour le bâtiment » pour accompagner les entreprises qui souhaitent commercialiser ces nouveaux produits et se heurtent au coût des certifications.

⁶ Matériau issu de la biomasse d'origine animale ou végétale. Dans le bâtiment, les matériaux biosourcés les plus utilisés sont le bois, la paille, le chanvre, la ouate de cellulose, le liège, le lin et la laine de mouton.